

Brochure n° 3005T3 | Convention collective nationale

IDCC : 2614 | **TRAVAUX PUBLICS**
(Tome III : ETAM)

Accord du 12 décembre 2019

relatif à la fixation du barème des salaires minima hiérarchiques
pour l'année 2020
(Centre-Val de Loire)

NOR : ASET2050221M

IDCC : 2614

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FRTF CENTRE VDL,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

UR CENTRE VDL FO ;

UR CENTRE VDL CFDT ;

UR CENTRE VDL CFTC ;

SR CENTRE VDL CFE-CGC,

D'autre part,

Dans le cadre de la délégation prévue par l'article 3.2 de l'accord du 23 mai 2018 relatif à la mise en place de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI) dans les travaux publics,

il a été convenu ce qui suit :

(En euros.)

Niveau	Salaire minimum hiérarchique
	Année 2020
	Base 35 heures
A	19 834
B	20 853
C	22 580
D	24 466
E	27 494

Niveau	Salaire minimum hiérarchique
	Année 2020
	Base 35 heures
F	30 554
G	33 475
H	34 804

Article 1^{er}

Cet accord est applicable aux ETAM des entreprises de travaux publics situées dans la région Centre-Val de Loire dans ses limites territoriales en vigueur au 31 décembre 2015.

Les salaires minima hiérarchiques annuels fixés sur la base de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année des positions de la classification des ETAM des travaux publics pour 2020 sont les suivantes :

Aucun salaire ne peut être inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance (Smic) en vigueur.

Article 2

Les valeurs minima hiérarchiques annuelles applicables aux ETAM bénéficiant d'une convention de forfait en jours sur l'année, pour 2020, sont les suivants :

(En euros.)

Niveau	Salaire minimum hiérarchique
	Année 2020
F	35 137
G	38 496
H	40 025

Article 3

En application de l'article L. 3221-2 du code du travail, il est rappelé que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 4

Le présent accord sera déposé, en deux exemplaires, une version papier et une version électronique à la direction générale du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes d'Orléans.

Article 5

Les parties au présent accord rappellent qu'il a pour objet de fixer les salaires minima hiérarchiques applicables à l'ensemble des salariés ETAM des entreprises de travaux publics couverts par son

champ d'application. Compte tenu du caractère intrinsèquement général des salaires minima hiérarchiques, cet accord ne nécessite pas d'adaptation pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère chargé du travail conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Article 7

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Fait à Orléans, le 12 décembre 2019.

(Suivent les signatures.)